

CONjoncture EUropéenne et Régionale



iéseg
SCHOOL OF MANAGEMENT
LILLE - PARIS

I&S Industries
& Services

Numéro 026

Achévé de rédiger le 19 avril 2010

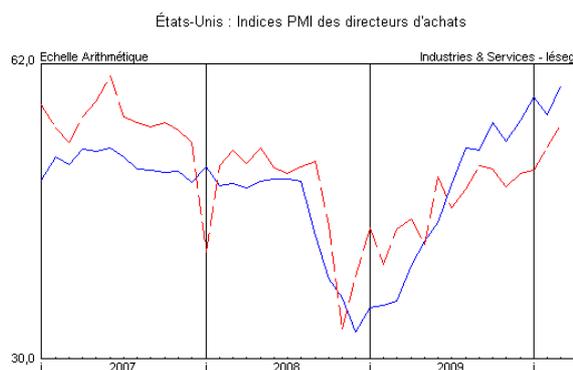
MONDE : Raffermissement de la croissance américaine

La conjoncture mondiale reste différenciée selon les trois grands pôles : Asie, États-Unis et Europe. En **Asie**, la vigueur confirmée de l'activité industrielle et l'apparition de tensions inflationnistes confirment le risque de surchauffe. Dans ce contexte, les autorités chinoises et indiennes adoptent progressivement des mesures restrictives, en vue notamment de combattre l'emballement du crédit. C'est une nouvelle recherche d'un "atterrissage en douceur", sachant que le rattrapage vis-à-vis des anciens pays industriels demeure un important moteur sous-jacent.

Aux **États-Unis**, la croissance continue de se raffermir. Le PIB qui s'était contracté de près de -4% entre le printemps 2008 et le printemps 2009, s'est redressé de +2% au cours du second semestre de l'an passé. Les derniers indicateurs d'activité ont plutôt agréablement surpris, malgré l'impact négatif des fortes intempéries. Sur un an, la production industrielle a progressé de +5% en mars. Elle demeure toutefois encore inférieure de -9,6% par rapport à son point haut de décembre 2007. La chute de l'emploi paraît enrayée avec un taux de chômage stabilisé depuis janvier à 9,7% de la population active. Longtemps freinées par la dégradation du marché du travail, les dépenses des ménages devraient être soutenues à l'avenir par la remontée de l'emploi et les allègements fiscaux. La baisse récente du taux d'épargne, après une phase de vif redressement, montre que l'accès de pessimisme est dépassé. Ce contexte devrait favoriser une meilleure orientation de la construction résidentielle, dont la faiblesse par rapport à la croissance démographique constitue une force de rappel.

Les exportations ont vivement progressé au second semestre 2009. Leur rythme se modérera probablement au cours des prochains trimestres mais elles resteront portées par la bonne tenue de la demande des nations émergentes et par un dollar encore sous-évalué envers le yen et l'€uro. Cette perspective, associée au niveau élevé des

marges des entreprises, explique le redressement sensible, par-delà de forts aléas au mois le mois, des commandes de biens d'équipement. Elles sont actuellement supérieures de +9% à leur niveau du printemps 2009, mais restent inférieures de -17% à leur pic antérieur à la crise.



Source : Institute of Supply Management – en **bleu** : secteurs manufacturiers – en **rouge** : secteurs non manufacturiers

Dans ces conditions, la Réserve fédérale n'est plus contrainte de maintenir une politique monétaire très stimulante. Selon l'institut Coe-Rexecode, le PIB américain se redresserait de +2,9% en moyenne annuelle 2010, effaçant le recul de -2,4% observé l'an passé.

Le PIB de **Taiwan**, qui avait chuté de -9,8% entre le début 2008 et le début 2009, s'est nettement redressé depuis lors. Il a en effet progressé de +11,3% au cours des trois trimestres suivants, stimulé par toutes les composantes de la demande. La production industrielle enregistre des performances exceptionnelles, de sorte qu'elle est actuellement supérieure de +6% à son record d'il y a deux ans. Les exportations, qui représentent les deux tiers du PIB en regard de la moitié en Corée et de 40% en Allemagne, bénéficient en particulier du dynamisme de la demande des autres pays asiatiques. Les ventes aux autres grandes zones économiques retrouvent également le chemin de la croissance mais selon un rythme moins rapide.

EUROPE : Le défi des surendettements publics

En **Europe**, la reprise s'installe difficilement. Au quatrième trimestre 2009, le **PIB** n'a augmenté que de +0,1% seulement après +0,4% pendant l'été. La performance globale a été affectée par la prolongation de la récession dans plusieurs économies. Certaines d'entre elles, comme l'Espagne (-0,1%) et la Grèce (-0,8%), connaissent en même temps une vive détérioration de leurs finances publiques, qui attire l'attention négative des marchés.

La pression exercée par ces derniers sur le financement de la **dette grecque** a éprouvé la cohésion des pays membres de l'Union européenne, avant qu'un accord ne soit trouvé lors du sommet organisé le 25 mars. Mais le défi de politiques budgétaires très restrictives en période de baisse ou de stagnation de l'activité demeure redoutable.

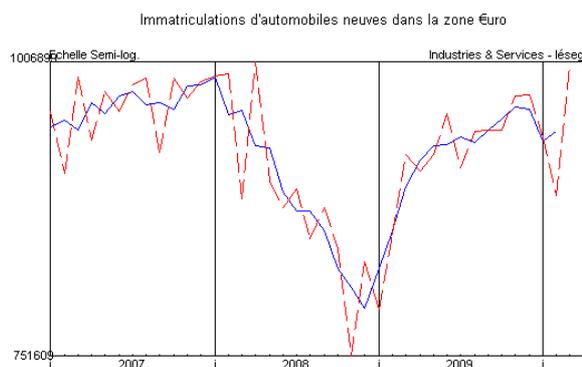


source : Insee et Eurostat

Les dernières **enquêtes auprès des chefs d'entreprise** montrent néanmoins un redressement continu du climat des affaires, favorisé à l'évidence par la **baisse de l'€uro** vers 1,35 \$, qui devrait permettre aux exportateurs européens de mieux profiter de la reprise du commerce mondial. Au-delà des effets de l'arrêt du déstockage, la **demande intérieure** reste encore très incertaine. Connus jusqu'en février, les résultats relatifs au commerce de détail révèlent la poursuite d'une érosion, certes de moins en moins sensible, des dépenses des ménages, limitées par un taux de chômage qui a atteint 10% en février. Par ailleurs, les effets des mesures de soutien public aux marchés de l'automobile s'épuisent. Le rebond de mars 2010 ne serait que la conséquence des délais de livraison des commandes passées à la fin de 2009. L'indice de **confiance des ménages**, qui avait connu une légère amélioration en décembre et janvier dernier, s'est à nouveau affaibli en février et mars.

En **Allemagne**, après une pause en février, l'indice du climat des affaires, mesuré par l'indice Ifo, a rebondi en mars. Il gagne près de trois points en un mois grâce à l'opinion des chefs d'entreprise sur la

situation courante de leur activité après une baisse en février. Cette composante de l'indice reste toutefois encore légèrement en deçà de sa moyenne de long terme. L'indice portant sur les anticipations à six mois demeure bien orienté en s'établissant à un niveau proche de ses records antérieurs. Les nouvelles commandes adressées à l'industrie manufacturière ont marqué le pas fin 2009 après une forte progression en début d'exercice. En janvier 2010, l'augmentation est sensible (+4,3% en un mois), grâce principalement au rebond des commandes intérieures (+7,1%), et plus particulièrement celles en biens intermédiaires et d'équipement. Les entrées d'ordres en provenance de l'étranger ont augmenté plus modérément (+1,9%). Globalement le chemin à parcourir reste encore long : les nouvelles commandes ont certes augmenté de près de +20% en un an mais demeurent inférieures à leur pic antérieur de fin 2007 dans la même proportion.

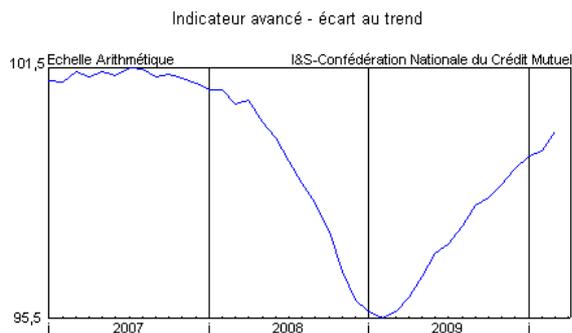


source : ACEA. **en bleu** : moyenne mobile sur trois mois - **en rouge** : donnée mensuelle. En nombre; données corrigées des variations saisonnières/

Le **Royaume-Uni** a enfin renoué avec la croissance au quatrième trimestre 2009 (+1,1% l'an), après six trimestres consécutifs de contraction. Les interrogations se portent désormais sur la pérennité du mouvement. Les dernières enquêtes de conjoncture revêtent une tonalité plutôt positive. Les carnets de commandes à l'exportation dans l'industrie se sont vivement regarnis en lien avec le surcroît de compétitivité des produits britanniques. Le pouvoir d'achat des ménages a été amputé en début d'année par une forte poussée de l'inflation (+3,5% sur un an en janvier et +3% en février). Celle-ci est due surtout aux effets de base liés au relèvement de la TVA et à la hausse des prix de l'énergie. Le déficit public est estimé à 11,7% du PIB en 2009. Les mesures nécessaires porteront probablement davantage sur une réduction des dépenses, mais un relèvement de la fiscalité paraît inévitable. COE-Rexecode ne prévoit qu'une augmentation de +1% du PIB de ce pays en 2010, après une baisse de -5% en 2009.

FRANCE : Hésitations

La remontée du **climat des affaires** marque une pause. En effet, selon l'Insee, celui-ci est ressorti à 91 en mars, comme en février, après avoir touché un point bas à 68 il y a un an. Cette stabilisation recouvre des évolutions divergentes selon les secteurs. Dans **l'industrie manufacturière**, le moral des chefs d'entreprise progresse de trois points grâce à l'amélioration des perspectives personnelles de production, qui viennent de rejoindre leur niveau moyen observé ces dernières décennies. En même temps, le solde d'opinion sur les carnets de commandes étrangers affiche une progression de neuf points, probablement en lien avec l'affaiblissement de l'euro et le dynamisme de la demande des nations émergentes. Enfin le niveau des stocks demeure assez nettement inférieur à la normale. Dans les **services**, le climat des affaires a fléchi de 89 à 87 en raison de perspectives défavorables sur l'activité à brève échéance. Dans le secteur du **bâtiment**, le solde d'opinion des chefs d'entreprise se maintient à 93 depuis sept mois, niveau parmi les plus bas observés depuis 1997.

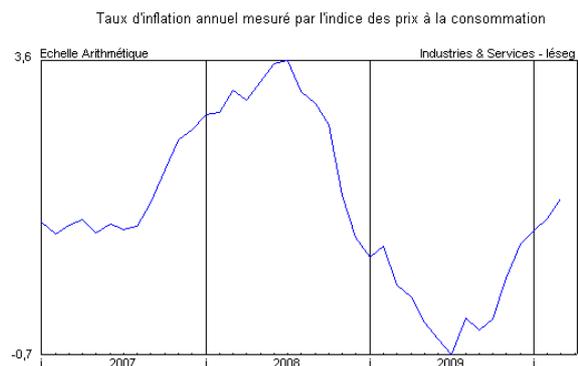


source : Confédération Nationale du Crédit Mutuel

La note de conjoncture de l'Insee dont la rédaction a été achevée le 18 mars, prend acte du lent redressement de l'activité nationale, anticipant une progression du **PIB** de +0,2% au premier trimestre 2010 puis de +0,3% au deuxième. Dans ce scénario, la **consommation**, stimulée par les achats d'automobiles neuves pendant les derniers mois de 2009, marquerait une pause, le repli des dépenses des ménages en produits manufacturés étant compensé par la bonne tenue de celles en services (+0,4% puis +0,5% pendant les deux premiers trimestres). La stabilisation de la demande est liée au ralentissement de la hausse des revenus et à la poursuite de la montée du taux d'épargne financière. Les **investissements des ménages en logements** se sont contractés de -2,4% fin 2009. Le mouvement se poursuivrait mais à un rythme moins marqué : -1,9% puis -0,4% lors des deux premiers trimestres de 2010, prenant ainsi acte du repli des prix et de la modération des taux d'intérêt.

La **variation des stocks**, qui avait fortement contribué à la croissance en fin d'année dernière,

aurait un effet quasi neutre jusqu'à la mi-2010. Les **exportations** augmenteraient de +1% par trimestre (en regard de +0,7% pour les importations). Ces performances timides permettraient seulement d'interrompre la chute des **investissements des entreprises non financières** (-11% entre le début 2008 et la fin 2009). Ceux-ci afficheraient une hausse de l'ordre de +0,6% en lien avec l'arrêt de la contraction des investissements en bâtiment-travaux publics (qui représentent près de 30% du total de cette composante de la demande intérieure).



source : d'après Insee, glissements annuels sur un an en %.

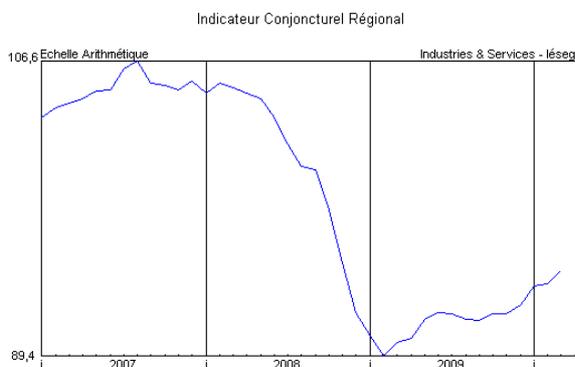
La variation de l'indice des **prix à la consommation** accentue constamment sa remontée depuis la mi-2009 pour s'établir à +0,5% en mars par rapport à février (+0,2% après correction des variations saisonnières) et à +1,6% en glissement annuel. Cet accroissement des prix provient, d'une part, des produits manufacturés, lié à la fin des soldes d'hiver (chaussures et habillement), à la forte hausse des produits pétroliers et au renchérissement des légumes frais attribuable à la rigueur du climat. L'inflation sous-jacente reste, pour sa part, à +1,7%, peu différente de celle des mois précédents.

Selon une première évaluation, le **déficit des administrations publiques** est ressorti à 7,5% du PIB en 2009 contre 3,3% en 2008, suite à une baisse de -4,3% de recettes et à une augmentation de +3,8% des dépenses. La publication trimestrielle des statistiques de l'**endettement public** prend une signification particulière depuis le début de la récession. La dette des administrations, qui avait franchi la barre des 60% du PIB au cours de l'année 2002, s'était stabilisée autour de 65-66% de 2004 à l'été 2008. Elle est ensuite repartie vigoureusement à la hausse, passant à 69,5% du PIB au premier trimestre 2009, puis à 74% au second, 75,8% au troisième, avant de terminer l'année à 77,6%. Si l'endettement français reste dans la moyenne de la zone Euro, la perspective d'une montée à proximité de 90% du PIB dès la fin de 2011 impose un assainissement des finances publiques dans des délais rapprochés.

NORD-PAS DE CALAIS : Une croissance encore fragile

ORIENTATIONS GENERALES

Selon les éléments réunis jusqu'au 16 avril, l'Indicateur Conjoncturel Régional Industries & Services-léseg pour le mois de mars continue à présenter une progression régulière. L'activité industrielle enregistre encore quelques progrès mais se situe encore très en deçà de son niveau du printemps 2008. Les perspectives des entrepreneurs de l'industrie demeurent optimistes car leurs stocks de produits finis sont à présent inférieurs à la normale mais leurs carnets de commandes, en amélioration, restent toutefois encore insuffisants. L'indicateur des échanges s'améliore grâce aux transports routiers de marchandises et aux transports aériens de passagers. La consommation des ménages est presque stabilisée alors que le sous-indicateur de l'emploi remonte progressivement la pente.



Source : Industries & Services - léseg

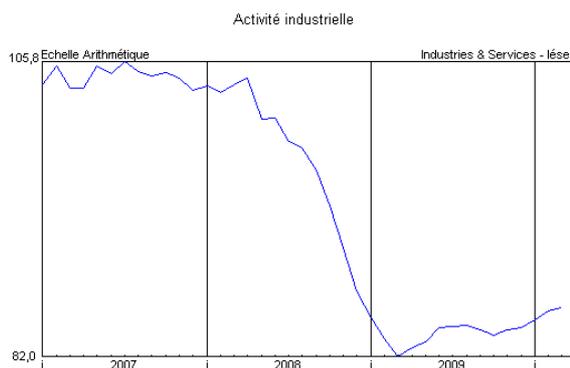
ACTIVITE

Industries agro-alimentaires : La production s'est légèrement améliorée en mars, soutenue principalement par l'industrie laitière tandis que des baisses ont été enregistrées dans la transformation de la viande et du poisson. Dans ces trois principaux secteurs, les carnets de commandes sont jugés bien remplis et les stocks relativement faibles. En revanche, dans les autres compartiments, la situation est nettement plus déséquilibrée car les plans de charge restent insuffisants. Au cours des prochains mois, l'industrie des viandes et les autres industries alimentaires anticipent une croissance de leur activité tandis que l'industrie laitière formule des prévisions défavorables. La transformation du poisson est moins pessimiste qu'auparavant.

Biens intermédiaires : L'activité a encore progressé, grâce à une demande toujours soutenue et des stocks de produits finis généralement un peu courts. Les volumes produits ont généralement progressé, à l'exception des papiers-cartons, de la fabrication de produits métalliques et des composants électriques et électroniques mais les

commandes sont en hausse dans tous les compartiments ce qui permet aux industriels de formuler des prévisions confiantes. Dans l'ensemble, les évolutions attendues devraient se prolonger, dans un même ordre de grandeur, les améliorations récentes. Toutefois, la prudence persiste dans la parachimie, les composants électriques et électroniques, la fabrication de produits métalliques ainsi que dans la sidérurgie et la première transformation de l'acier où, en raison d'une visibilité très réduite, un retournement reste toujours possible.

Biens d'équipement professionnel : La production a été stabilisée. La construction ferroviaire se maintient à un haut niveau avec des carnets qui se sont encore renforcés, assurant la pleine utilisation des capacités pendant encore de nombreux mois. La fabrication des équipements électriques et électroniques progresse encore, mais de manière plus modérée. Le rythme des fabrications s'est maintenu dans les équipements mécaniques. A court terme, l'activité devrait être reconduite sur les mêmes bases dans les trois compartiments.



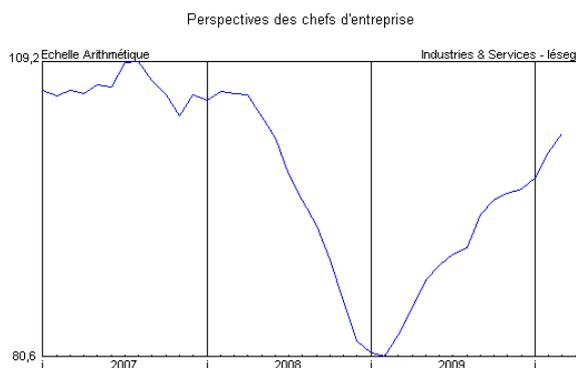
Source : Industries & Services - léseg

Industrie automobile : Ce secteur s'est à présent stabilisé. Les cadences ont été quelque peu réduites chez les assembleurs en raison d'une demande aléatoire et de carnets insuffisamment garnis. Les équipementiers ressentent d'autant plus ce ralentissement que leurs plans de charge sont inférieurs à la normale. Dans un cas comme dans l'autre, une tendance baissière devrait s'installer à court terme.

Biens de consommation : La progression des fabrications s'est nettement ralentie en mars et les prévisions des industriels sont négatives. Un tassement est intervenu dans la branche "pharmacie, parfumerie et produits d'entretien" après un début d'année dynamique tandis que chez les fabricants de biens équipements du foyer une grande prudence reste de mise, car les carnets demeurent très étroits même si les entrées d'ordres sont bien orientées. L'industrie de l'habillement

retrouve une situation plus stable mais n'envisage pas de progression. Seules les industries graphiques connaissent une amélioration ponctuelle mais ne s'attendent pas à ce que celle-ci se prolonge.

Construction : Selon les résultats de l'enquête de la Banque de France, l'activité du bâtiment a enregistré une nouvelle et légère baisse au cours du premier trimestre 2010. Toutefois, l'amélioration de la demande s'est poursuivie même si le rythme des mises en chantier de logements a accentué son affaïssement, tandis que la diminution des investissements continue d'affecter le secteur non résidentiel. Les prévisions font état d'une hausse comparable à l'évolution attendue au plan national, sans rattrapage du retard accumulé par la région. Dans les travaux publics, les conditions climatiques ont fortement perturbé les chantiers au cours de l'hiver mais la montée en charge des projets d'investissement public et la compensation des retards laissent espérer un renforcement significatif de l'activité, avec des recrutements en conséquence. Au-delà, la perspective du lancement de très grands projets d'infrastructures et la levée des incertitudes relatives au financement des projets des collectivités locales devraient conduire à un développement plus durable.



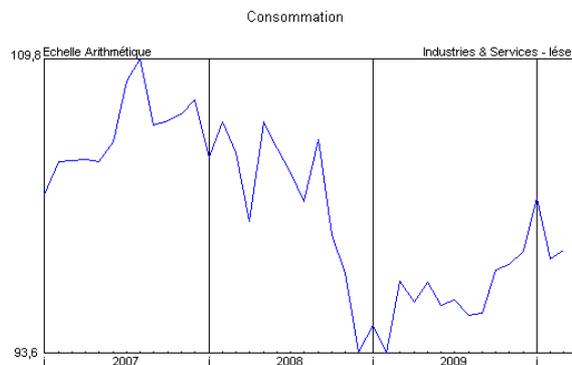
Source : Industries & Services - léseg

Services aux entreprises : L'amélioration de l'activité se prolonge. Tous les secteurs font état d'un retour à l'expansion, mais selon des degrés divers. La reprise de l'intérim est confirmée tandis que le niveau des activités de nettoyage et des prestations informatiques est conforté. L'ingénierie technique et le conseil en affaires et gestion attestent le regain du mois de février, tandis que le marché des agences de publicité a rebondi et devrait demeurer soutenu au cours des mois à venir.

CONSOMMATION

La **consommation régionale** des ménages en produits industriels a légèrement progressé en mars. Les acquisitions d'automobiles neuves ont accusé un regain, lié à des livraisons plus nombreuses de commandes passées fin 2009 pour bénéficier de la prime à la casse. Dans le

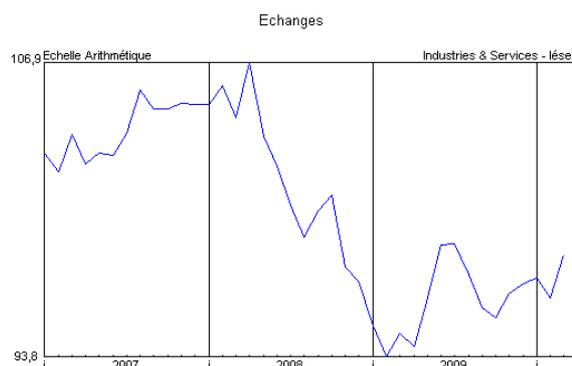
commerce de détail, seuls les principaux rayons de l'équipement du foyer ont enregistré quelques progrès : électronique grand public, appareils électroménagers et meubles. Le volume du chiffre d'affaires de la Vente à Distance – dont le marché est national – a encore reculé de -6,2% à un an d'intervalle de -4,3%, soit -9,9% pour le seul rayon textile-habillement. A un mois de distance, les variations ont été, respectivement, de +1,4% et de +0,9%.



Source : Industries & Services - léseg

ÉCHANGES

Le volume total des expéditions de marchandises au départ de **Dunkerque** a de nouveau fléchi en mars, avec -17% à un an d'intervalle. L'arrêt de l'activité de la raffinerie des Flandres a entraîné une baisse des sorties de vracs liquides de -63%, tandis qu'en dépit d'une reprise du trafic de céréales les vracs solides baissent de -6%. Les "marchandises diverses", désormais la seule composante du trafic (61% des volumes) qui participe à l'élaboration de l'Indicateur Conjoncturel Régional, ont accusé une baisse de -4%, dont -7% pour le trafic routier mais +26% pour les conteneurs (en TEU).



Source : Industries & Services - léseg

Connues partiellement jusqu'à mars (les informations régionales ne sont toujours pas diffusées), les ventes de gazole, utilisées comme indicateur de l'évolution du **trafic routier** de marchandises, ont poursuivi leur croissance, un peu moins marquée qu'en février. Les professionnels, interrogés dans l'enquête de conjoncture du secrétariat régional de la Banque de

France portant sur ce même mois, confirment cette amélioration mais restent circonspects dans leurs pronostics. Les immatriculations de **véhicules utilitaires légers** neufs confortent leur redressement, mais celles des **véhicules industriels** restent toujours en forte baisse.

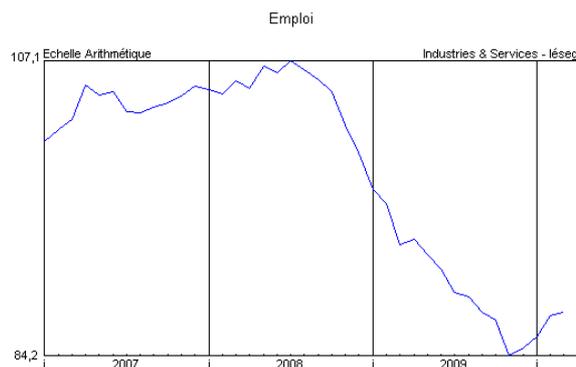
Le **trafic aérien de passagers** par l'aéroport de Lille-Lesquin a maintenu une expansion "à deux chiffres" en mars (+12%). Les vols réguliers ont progressé de +11,5%, soit +11,5% pour l'Union Européenne (espace Schengen, y compris les vols intérieurs) et +11,2% pour les vols internationaux. Pour sa part, l'augmentation de la fréquentation des vols charters "vacances" s'est établie à +21,8%.

EMPLOI

En février, le nombre de **demandeurs d'emploi en fin de mois** dans la région a augmenté de +0,4% par rapport à janvier pour la catégorie A (sans emploi avec actes positifs de recherche d'emploi), en hausse de +10,5% à un an d'intervalle. Les variations correspondantes, en France métropolitaine ont été, respectivement, de +0,1% et +12,8%. Pour l'ensemble des catégories A, B, C, l'évolution mensuelle régionale a été de +0,2%, comme en France et de +11,6% contre +14,1% par rapport à février 2009. Sur un an, le chômage régional des hommes a progressé de +13,6% (+17,2% dans le pays) et celui des femmes de +9,4% (+11,3%). Pour les jeunes de moins de 25 ans, la variation est ressortie à +6,1% (contre +12,4%) et elle a été de +25,6% (contre +30,4%) en ce qui concerne les demandeurs d'emploi inscrits depuis un an et plus. Le taux de chômage régional estimé pour le quatrième trimestre 2009 était de 13,2%, soit 13,3% dans le département du

Nord et 13% dans celui du Pas-de-Calais, contre 9,6% en France métropolitaine.

Les entrées à la suite de **licenciements économiques** (y compris les fins de conventions de conversion, de PAP anticipés et de CRP) ont continué de faiblir. Elles ont baissé de -18% sur un an et de -6,4% sur un mois (contre, respectivement, -23% et -2,5% en France). Au total, le flux des **entrées** à Pôle Emploi a augmenté de +2,8%, tandis qu'il était stable en France métropolitaine. Dans le même temps, le flux des **demandes d'emploi sorties** des listes progressait de +17,6% contre +15,7% dans le pays.



Source : Industries & Services - léség

Le nombre d'**offres d'emploi** nouvelles collectées par Pôle Emploi a encore progressé à un an d'intervalle, avec +6,6%, contre +18,6% en France métropolitaine. Par catégorie, les évolutions ont atteint +6,2% contre +14,2% pour les offres durables (plus de 6 mois), +8% contre +17,8% pour les offres temporaires (de 1 à 6 mois) et +21,9% contre +15% pour les offres occasionnelles (moins d'un mois). Dans tous les cas, les augmentations ont été inférieures aux variations nationales.

MÉTHODOLOGIE

Les Indicateurs de **Conjoncture Européenne et Régionale** sont établis mensuellement par Industries & Services-léség, sous la direction de François Milléquant et de Hassan El Asraoui. Ils reposent sur les informations communiquées par l'INSEE, l'OCDE, Eurostat, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie, le COE-Rexecode, la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, ainsi que sur les données locales réunies ou établies par la Direction Régionale de l'INSEE, le Secrétariat Régional de la Banque de France, la Direction Régionale du Travail, des Relations Sociales et de la Solidarité, le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de la Mer, le Comité Professionnel du Pétrole, l'Aéroport de Lesquin et le Grand Port Maritime de Dunkerque.

La reproduction totale ou partielle de ce document est soumise à l'approbation préalable d'Industries & Services-léség. Les textes n'engagent que leurs auteurs.

REDACTION : Industries & Services (Équipe de recherche en Économie Industrielle et Régionale de l'Iséseg).

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Jean-Philippe Ammeux, Directeur de l'Iséseg School of Management Lille-Paris, 3 rue de la Digue, 59000 LILLE ☎ 33.(0)3.20.54.58.92. 📠 33.(0)3.20.57.48.55. – www.ieseg.fr - Membre de la Conférence des Grandes Écoles, de l'Université Catholique de Lille et du LEM (Lille Économie & Management), UMR CNRS 8179.

Pour joindre les rédacteurs :

Dr François Milléquant : f.millequant@ieseg.fr ou francois.millequant@wanadoo.fr

Dr Hassan El Asraoui : h.elasraoui@ieseg.fr

Les numéros les plus récents peuvent être consultés et téléchargés sur le site :

<http://www.ieseg.fr/espace-entreprises/industries-services/>